



CONTRAT

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES DE TRANSPORT ET D’AFFRANCHISSEMENT DU COURRIER DE
FRANCE TRAVAIL PAYS DE LA LOIRE**

Procédure prévue à l’article L. 2124-1 du code de la commande publique

DISPOSITIONS PARTICULIERES

1.1. Identité des parties

Le(s) présent(s) marché(s) public(s) est/sont conclu(s) entre :

France Travail , établissement public administratif, représenté par sa directrice régionale Madame Martine CHONG-WA NUMERIC, dûment habilité(e) à cet effet, domicilié(e) en cette qualité : 1 rue de la Cale Crucy, 44179 NANTES cedex 4,

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

Et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social, forme juridique, numéro SIRET,

Si différent, indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse, forme juridique et numéro SIRET, de l'établissement chargé de l'exécution des prestations objet du marché public.

Représentée par :

Indiquer les nom, prénom, qualité, numéros de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ Agissant en tant que candidat individuel
- ☐ Agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique conformément au Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché public a été conclu

ci-après dénommé « le Titulaire » d'autre part.

1.2. Avance

En application de l'article VIII du présent Contrat, le Titulaire indique :

- ☐ Renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article ;
- ☐ Ne pas renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique sous forme de groupement conjoint, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition suivante :

| Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques | Pourcentage de répartition de l'avance |
|--|--|
| Lot n°1 | |
| | % |
| | % |
| | % |
| Lot n°2 | |
| | % |
| | % |
| | % |

Rajouter autant de lignes que nécessaire.

1.3. Coordonnées bancaires

Les sommes dues au titre du ou des marché(s) public(s) sont libérées par virement sur le ou les comptes bancaires dont le ou les relevés BIC IBAN sont joints.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du marché public sont versées, lorsque le groupement est conjoint, sur le compte de chacun des membres du groupement conformément à la répartition des prestations figurant à la rubrique 1.4 des Dispositions particulières ou, lorsque le groupement est solidaire, sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

Agrafer sur cette page le ou les relevés BIC IBAN.

1.4. Le cas échéant, groupement conjoint d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique sous une forme conjointe, les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme indiqué ci-dessous.

| Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques | Prestations exécutées | Montant en € |
|--|-----------------------|--------------|
| Lot n°1 | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| Lot n°2 | | |
| | | |
| | | |
| | | |

Rajouter autant de lignes que nécessaire.

1.5. Décision de France Travail *(rubrique réservée à France Travail)*

L'offre est acceptée en ce qui concerne :

- ☐ L'ensemble des lots de la consultation.
- ☐ Le lot suivant de la consultation :

Lot n° : _____

1.6. Notification du/des marché(s) public(s) (rubrique réservée à France Travail)

Est remise au Titulaire, à titre de notification du/des marché(s) public(s), une copie du présent Contrat

☐

En mains propres

Fait à _____, le _____

Signature du représentant du Titulaire :

☐

Par courrier recommandé avec
demande d'avis de réception

Agrafer sur cette page l'avis de réception
postale.

☐

Par envoi par la plateforme de
dématérialisation dont le Titulaire
accuse réception

Agrafer sur cette page l'avis de réception
dématérialisé.

DISPOSITIONS GENERALES

I. - OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le marché public a pour objet l'organisation de navettes intersites pour le transport des documents internes dans des sacs et des colis, ainsi que l'affranchissement du courrier externe pour France Travail Pays de la Loire, telles que ces prestations sont décrites au Contrat et au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT).

Il est conclu dans le cadre du ou des lot(s) désigné(s) à la rubrique 1.5 des Dispositions particulières du présent Contrat parmi les deux lots suivants, détaillés au CCFT.

| | |
|---------|---------------------------------|
| Lot n°1 | Navettes et gestion du courrier |
| Lot n°2 | Affranchissement |

II. - FORME ET QUANTITES DU MARCHE PUBLIC

Les marchés publics prennent la forme :

- Pour le lot 1, d'un accord-cadre exécuté par émission de bons de commande conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, conclus avec un seul Titulaire et avec un maximum fixé en euros HT pour la période ferme du marché, établit comme suit :

| Numéro et objet du lot | | Première période contractuelle (période ferme) |
|---|---------|--|
| Lot N°1 Navettes et gestion du courrier | Maximum | 250 000 |

Le Titulaire est engagé à concurrence du maximum mentionné ci-dessus.

- Pour le lot 2, d'un marché simple.

III. - DUREE DU MARCHE PUBLIC

Sous réserve des dispositions de l'article VIII du présent Contrat, le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une période ferme courant jusqu'au 30 avril 2026, puis reconductible expressément trois fois par période d'un an.

La date de démarrage des prestations est fixée au 1^{er} mai 2025. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que le délai entre la date de notification du marché et la date de démarrage des prestations est consacré à la phase de mise en place et déploiement du marché prévue à l'article 7 du CCFT.

Aux fins de reconduction, France Travail se prononce au moins trois mois calendaires avant l'échéance de la période ferme d'exécution du marché considéré. Faute de décision notifiée dans ce délai, France Travail est considéré comme ayant renoncé à la reconduction. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du marché ; il ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché.

IV. - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué des pièces suivantes, énumérées par ordre décroissant de priorité et dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seul foi en cas de contestation :

- Le Contrat ;

- Le Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) ;
- Le ou les Bordereau(x) des prix ;
- Le ou les cadre(s) de réponse portant Proposition(s) technique(s) du Titulaire ;
- La ou les Demande(s) d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement ;
- La Charte des Achats Responsables signée.

Les avenants le cas échéant conclus et les ordres de service, le cas échéant notifiés en cours d'exécution du marché public en sont également des pièces constitutives.

V. - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

V.1. - Modalités d'exécution des prestations du lot n°1 et modification du périmètre du marché public

V.1.1 - Modalités d'exécution des prestations du lot n°1

Les prestations sont exécutées à compter de la date de prise d'effet du marché le 1^{er} mai 2025, par bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

Le premier bon de commande adressé au Titulaire vaut ordre de service, pour la durée ferme du marché public, pour l'ensemble des prestations décrites aux articles 4.1.1 à 4.1.3 du CCFT, lesquelles sont applicables aux seuls sites de France Travail et au seul site partenaire précisés dans le bon de commande, issus de la liste de l'annexe 1 du CCFT. En cas de reconduction du marché dans les conditions prévues à l'article III du présent Contrat, France Travail émet un bon de commande à l'identique tenant compte, le cas échéant, des modifications de périmètre intervenues au cours de la période ferme du marché public en application des dispositions de l'article V.1.2 du présent Contrat.

Le bon de commande est transmis au Titulaire par tout moyen au plus tard deux jours calendaires avant la date de réalisation des prestations demandées et comporte les mentions suivantes :

- La raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, du mandataire du groupement titulaire et le cas échéant du membre du groupement exécutant la prestation ;
- Le cas échéant, la raison ou dénomination sociale et adresse complète du sous-traitant exécutant la prestation ;
- Le numéro du marché public ;
- Le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- La nature de la prestation attendue et la date à laquelle elle doit être exécutée ;
- Le lieu de réalisation de la prestation ;
- Le montant total HT de la commande.

Chaque bon de commande est impératif. En cas de difficultés prévisibles ou déjà connues dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit immédiatement l'émetteur par courriel explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés.

V.1.2. - Modifications du périmètre du marché public

France Travail se réserve le droit de, en cours de marché, en application des dispositions de l'article 4.1.5 du CCFT, modifier les annexes 1 et 5 de celui-ci en fonction des évolutions liées à son organisation interne.

L'ajout ou la suppression d'un site ainsi que la modification d'une adresse postale d'un site et l'ajout, la modification ou la suppression d'un compte d'affranchissement font l'objet d'un courriel au Titulaire selon les modalités suivantes :

- Ajout d'un site : France Travail communique au Titulaire l'adresse du nouveau site, le cas échéant, ses caractéristiques particulières et les clés et/ou badges correspondants au moins un mois calendaire avant la date à partir de laquelle la prestation doit démarrer. A cette occasion, France Travail communique au Titulaire le compte d'affranchissement correspondant. Le prix forfaitaire mensuel correspondant à la prestation est celui du Bordereau des prix et court à compter de la date précisée par France Travail.

- Suppression d'un site : France Travail communique au Titulaire l'adresse du site dont la suppression est demandée au moins un mois calendaire avant la date à partir de laquelle la prestation ne doit plus être exécutée. A cette occasion, France Travail communique également au Titulaire le compte d'affranchissement qui doit être supprimé. Quelle que soit la date de suppression précisée par France Travail, la totalité du prix forfaitaire mensuel du mois en cours est due. A la suite de la suppression d'un ou de plusieurs sites, le Titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé de ce qu'il ne peut en aucun cas prétendre au versement d'une quelconque indemnité. En revanche, le Titulaire est en droit de demander la résiliation du marché en application des dispositions de l'article XI.2 du présent Contrat, sous réserve toutefois que les conditions soient réunies.
- Modification de l'adresse postale d'un site existant : France Travail communique au Titulaire la modification de l'adresse postale du site au moins un mois calendaire avant la date à partir de laquelle le Titulaire doit tenir compte de la modification. Le prix forfaitaire mensuel correspondant est inchangé ;
- Ajout, modification ou suppression d'un compte d'affranchissement (en dehors du cas de suppression d'un compte d'affranchissement liée à la suppression d'un site visée ci-dessus) : France Travail communique l'information au Titulaire au plus tard 10 jours avant le 1^{er} jour du mois à partir duquel l'ajout, la modification ou la suppression d'un compte d'affranchissement doit être pris en compte. L'ajout, la modification ou la suppression d'un compte d'affranchissement ne donne lieu à aucune facturation supplémentaire.

Les ajouts et les suppressions de sites ainsi que la modification de l'adresse postale d'un site, l'ajout, la modification ou la suppression d'un compte d'affranchissement donnent lieu à la mise à jour des annexes 1 et 5 du CCFT. France Travail prend en charge la mise à jour de ces annexes et les transmet au Titulaire lors des réunions prévues à l'article 8.3 du CCFT.

V.2. - Modalités d'exécution des prestations du lot n°2 et dispositions relatives au matériel mis à disposition

V.2.1 - Modalités d'exécution des prestations du lot n°2

Le marché public est composé des prestations décrites à l'article 5.1 du CCFT. Elles sont exécutées à compter du 01 mai 2025.

V.2.2 - Dispositions relatives au matériel mis à disposition

Le Titulaire s'engage à mettre à disposition de France Travail Pays de la Loire, pour toute la durée du marché, le cas échéant période de reconduction comprise, le matériel qu'il a communiqué dans son Dossier de candidature ou en amont de la notification du marché.

Seul le matériel correspondant à l'un des modèles de machines à affranchir validés par la Poste et faisant l'objet d'une autorisation d'exploitation par la Poste est accepté au titre du présent marché public. La liste des matériels agréés par la Poste est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.laposte.fr/entreprise/produits-et-services/machine-a-affranchir>

Le Titulaire s'engage, à peine de pénalités, à remplacer tout matériel ne répondant plus aux prescriptions de La Poste par un nouveau matériel agréé et prend toute disposition nécessaire pour assurer la poursuite sans interruption des prestations.

Le Titulaire déclare avoir souscrit auprès de La Poste un contrat d'affranchissement en cours de validité pour chacun des matériels qu'il met à disposition au titre de l'exécution du présent marché public. Il s'engage également à conclure un contrat d'affranchissement avec La Poste pour chaque nouveau matériel.

A première demande de France Travail, le Titulaire produit la copie du ou des contrats correspondants.

V.3. - Personnels affectés à l'exécution des prestations

V.3.1. - Dispositions générales

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1 du présent Contrat, le Titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail qui lui est applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché public, qu'il relève des effectifs du Titulaire ou de ses éventuels sous-traitants déclarés et dont les conditions de paiement ont été agréées.

Le Titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des intervenants affectés à l'exécution des prestations et s'engage sur leur implication.

Dans les 10 jours suivant la notification du marché, le Titulaire communique à France Travail les nom et prénom de l'interlocuteur dédié défini à l'article 8.1 du CCFT ainsi que ceux de l'ensemble des personnels intervenant sur les sites de France Travail et le site partenaire. Il communique à France Travail la mise à jour de la liste du personnel lors de la réunion prévue à l'article 7 du CCFT.

Le personnel appelé à entrer dans les locaux de France Travail ou de ceux de ses partenaires à l'occasion de l'exécution du présent marché public doit se conformer au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité applicables. Le Titulaire est responsable des dommages causés directement ou indirectement par lui ou l'un de ses préposés à l'occasion de l'exécution du marché public.

Enfin, le Titulaire déclare que l'ensemble des intervenants affectés à l'exécution des prestations nécessitant la conduite de véhicules est titulaire d'un permis de conduire adapté et en cours de validité.

V.3.2. - Demande de remplacement du personnel

Dans l'hypothèse où l'interlocuteur dédié ne serait plus en mesure d'assurer sa mission, par suite notamment de démission, licenciement, maladie ou décès, le Titulaire prend toute disposition nécessaire pour assurer la poursuite sans interruption des prestations.

Le Titulaire s'engage en particulier, dès la connaissance du départ de cet intervenant, à désigner un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; il en informe préalablement par écrit France Travail qui, dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la date de réception du courrier correspondant, soit :

- valide cette proposition,
- demande au Titulaire la désignation d'un autre intervenant, en explicitant les raisons de cette demande.

France Travail se réserve la faculté de, à tout moment pendant l'exécution du marché, solliciter par courriel, dûment motivé par des raisons professionnelles, le remplacement de l'un des intervenants affectés à l'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, lui proposer un remplaçant.

Le Titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations d'un nouvel intervenant à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail.

V.3.3. - Comportement du personnel

Le personnel du Titulaire est soumis à une obligation de réserve. Le Titulaire garantit l'intégrité et la probité de son personnel. Le Titulaire s'engage notamment à respecter et à faire respecter les **interdictions** suivantes qui lui sont faites :

- ouvrir le courrier auquel il a accès,
- diffuser à des tiers toute information dont lui-même et ses préposés peuvent avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché,
- intervenir de façon directe ou indirecte au sein des manifestations du personnel de France Travail, quelles qu'elles soient,
- provoquer du désordre d'une façon quelconque sur les lieux des sites faisant l'objet du présent marché public,

- manquer de respect au personnel de France Travail ou à celui de ses partenaires,
- distribuer des brochures, tracts ou journaux,
- introduire de la marchandise destinée à être vendue,
- sortir des établissements des objets ou des documents autres que ceux liés à l'exécution des prestations dont France Travail ou l'un de ses partenaires est propriétaire,
- procéder à des vols ou à des détériorations,
- utiliser à des fins personnelles, sans accord préalable de France Travail, les locaux auquel il a accès,
- introduire et/ou consommer dans les locaux de France Travail ou de ses partenaires de la drogue ou des boissons alcoolisées,
- Respecter les règles relatives au RGPD.

Le personnel du Titulaire ne doit en aucun cas solliciter France Travail pour des problématiques relevant de ses relations avec le Titulaire.

V.4. - Protection des données personnelles

France Travail et le Titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « loi informatique et libertés ».

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché public ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par France Travail, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de France Travail, par courriel à contact-dpd@francetravail.fr ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20. Pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées à France Travail à la notification du marché public.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché public.

V.5. - Pénalités

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1 du présent Contrat, le Titulaire est, sans mise en demeure préalable, redevable :

- au titre du lot 1 :
 - en cas de perte d'un moyen d'accès mentionné à l'article 6.2.1 du CCFT, d'une pénalité de 50 euros dans la limite de 500 euros par an ;
 - en cas de non ramassage/dépôt du courrier, et en l'absence d'information avant 8h30 le matin par courriel aux interlocuteurs dédiés de France Travail visés à l'article 8.2 du CCFT, d'une pénalité équivalente à 10% du montant du forfait mensuel par site concerné et par jour de manquement ;
 - en cas de non remise du courrier externe au Titulaire du lot 2 au plus tard en J+1 à 12h00, et en l'absence d'information avant 8h30 du matin par courriel aux interlocuteurs dédiés de France Travail visés à l'article 8.2 du CCFT, d'une pénalité de 150 € par jour ;

- en cas de non-respect du nombre annuel d'heures de travail correspondant à l'engagement social d'insertion par l'activité économique mentionné à l'article V.6.1 du présent Contrat, d'une pénalité d'un montant de 50 € par heure d'insertion non réalisée ou non justifiée ;
 - 50 euros par mois de retard en cas de non présentation du Bilan des Emissions de Gaz à Effets de Serre (BEGES).
- au titre du lot 2 :
- en cas de matériel ne répondant pas aux prescriptions de l'article V.2.2 du présent Contrat, d'une pénalité de 1000 euros par matériel et par jour ;
 - en cas de non remise du courrier externe sortant au distributeur agréé par l'ARCEP mentionné à l'article 5.1 du CCFT au plus tard en J+1 à 16h00 (soit le jour même de la réception de ce courrier via le titulaire du lot n°1 au plus tard à 12h00), d'une pénalité de 150 € par jour ;
 - en cas de non-respect du nombre annuel d'heures de travail correspondant à l'engagement d'insertion sociale par l'activité mentionné à l'article V.6.1 du présent Contrat, d'une pénalité d'un montant de 50 € par heure d'insertion non réalisée ou non justifiée ;
 - en cas de plus de deux incidents sur 7 jours calendaires, d'une pénalité de 30 € par incident. La notion d'incident couvre le cas d'une machine à affranchir en panne ou la non remise à France Travail du journal d'affranchissement mensuel défini à l'article 5.1 du CCFT.
 - 50 euros par mois de retard en cas de non présentataion du Bilan des Emissions de Gaz à Effets de Serre (BEGES).

Les pénalités définies au présent article ne revêtent en aucun cas un caractère libératoire. Elles sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché public.

Les pénalités notifiées au Titulaire sont réglées dans un délai maximum de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la demande. A défaut de règlement dans ce délai, les pénalités réclamées sont payées par précompte du montant total de chaque facture reçue jusqu'à leur complet paiement. Seul le mandataire, en cas de groupement d'opérateurs économiques, ou le Titulaire, en cas de sous-traitance, est redevable du paiement des pénalités.

V.6 - Engagement d'insertion sociale

Le titulaire doit respecter les deux clauses d'engagement suivantes.

V.6.1. - Personnes concernées et volume horaire

Pour les lots n°1 et n°2, le Titulaire s'engage à, dans le cadre de l'exécution du marché, conduire une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Ces personnes peuvent être :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée depuis plus de douze mois en catégorie 1, 2 ou 3 ;
- Les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) ;
- Les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail ;
- Les bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité ;
- Les jeunes de moins de 26 ans ayant un niveau de qualification inférieur au CAP ou BEP ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- Les personnes qui relèvent du dispositif d'insertion par l'activité économique (IAE).

| Lot n°1 | Lot n°2 |
|------------|------------|
| 250 heures | 100 heures |

A peine d'application de la pénalité prévue à l'article V.5 du présent Contrat, le Titulaire réserve à ces personnes les heures indiquées dans le tableau ci-dessus par année d'exécution du marché à compter de sa date de prise d'effet, sur toute la durée du marché.

Pour satisfaire à son engagement, le Titulaire peut procéder par l'embauche directe, la mise à disposition de personnel ou la sous-traitance à une entité du secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) ou, préalablement à la remise de son offre dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le présent marché a été conclu, la constitution d'un groupement d'opérateurs économiques avec une telle entité. Le

Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que la sous-traitance ne donne lieu à la déclaration du sous-traitant et à l'agrément de ses conditions de paiement que lorsque les personnes concernées sont directement affectées à l'exécution des prestations auprès des demandeurs d'emploi.

Dans l'hypothèse où le Titulaire recourt à l'embauche directe, il a la possibilité, préalablement à cette embauche, de solliciter de France Travail la confirmation de l'éligibilité à la clause sociale d'insertion du salarié concerné. Plus généralement, le Titulaire peut, pour faciliter la mise en œuvre de cet engagement d'insertion sociale, se rapprocher de France Travail.

En effet, les missions et les responsabilités de France Travail au sein du dispositif d'insertion par l'activité économique en font un acteur incontournable en termes opérationnels. Le titulaire dans l'exécution, peut s'appuyer sur le réseau de référents régionaux « clauses sociales » de France Travail, pour l'aider à répondre à l'objectif d'insertion fixé dans le cadre du présent marché. Les coordonnées du référent « clauses sociales » au sein de France Travail Pays de la Loire seront transmises lors de la réunion de lancement prévue à l'article 7 du CCFT.

V.6.1.1 - Modalité de contrôle de l'engagement

A chaque réunion prévue à l'article 8.3 du CCFT, le Titulaire communique à France Travail un bilan intermédiaire et, le cas échéant, le bilan annuel, présentant le nombre d'heures de travail déjà réalisées au titre de son engagement ainsi que tous les éléments permettant le contrôle de son engagement, notamment le profil des personnes recrutées justifiant leur éligibilité à l'insertion, leur date d'embauche ou de mise à disposition, le volume horaire individuel réalisé par chaque personne et la description des activités réalisées. Les justificatifs correspondants sont joints.

V.6.2. Clause de progrès environnementaux.

Les Parties s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue du bilan carbone des prestations du présent marché.

Cette démarche s'articule autour des axes définis ci-après :

- Axe 1 : Mesurer les émissions de gaz à effet de serre de la prestation
- Axe 2 : Réduire l'empreinte carbone de la prestation.

Dans ce cadre, les Parties conviennent expressément que :

- dans un délai de 12 mois à compter de la notification du marché, le Titulaire s'engage à réaliser un bilan des émissions de gaz à effet de serre, a minima sur les scopes 1 et 2. Il le réalise selon la méthode du BEGES réglementaire ou selon une méthode équivalente qui répond à la norme ISO 14064. Il peut être réalisé à l'aide d'un outil générique en ligne. Il s'engage également à proposer un objectif chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre associées à la prestation objet du marché ; ce bilan et cet objectif feront l'objet d'une validation écrite par France Travail dans un délai de 4 semaines à compter de leur communication par le titulaire ;
- dans un délai de 18 mois à compter de la validation écrite par France Travail du bilan des émissions de gaz à effet de serre et de l'objectif de réduction de ces émissions, le titulaire s'engage à proposer un plan de réduction des émissions associées à la prestation en cohérence avec l'objectif fixé par ses soins ; ce plan fera l'objet d'une validation écrite par France Travail dans un délai de 4 semaines à compter de sa notification ; le plan de réduction proposé ne change pas la nature du contrat et ne bouleverse pas l'économie générale du marché ; il peut, le cas échéant, donner lieu à la conclusion d'un avenant au présent marché dans les conditions fixées par le code de la commande publique ;
- dès la validation écrite, par France Travail, du plan de réduction des émissions associées à la prestation, le titulaire met en œuvre son plan de réduction ;
- dans un délai de 12 mois à compter de la validation écrite, par France Travail, du plan de réduction des émissions associées à la prestation, le titulaire s'engage à fournir des preuves de la mise en œuvre des actions citées dans le plan de réduction ; ces preuves font l'objet d'une validation écrite par l'acheteur dans un délai de 4 semaines à compter de leur notification par le titulaire ;

Dans l'hypothèse où le titulaire aurait, dès le stade de la remise de son offre, fourni à France Travail un bilan des émissions de gaz à effet de serre selon la méthode précitée (ou une méthode équivalente) et datant de moins de deux ans, un objectif chiffré et un plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre associées à la prestation objet du marché, les éléments figurant dans l'offre se substituent aux deux premières étapes de la démarche fixée ci-dessus.

Des pénalités sont prévues en cas de retard de livraison des éléments demandés, à hauteur de 50 euros par mois de retard dans la livraison. En cas de livraison d'éléments incomplets (BEGES sur un périmètre plus restreint que mentionné ci-dessus, plan d'action ne permettant pas d'atteindre les objectifs, absence de mise en oeuvre du plan d'action etc...), les mêmes pénalités s'appliqueront jusqu'à livraison des éléments complets.

VI. - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

VI.1. - Forme et contenu des prix

Le(s) marché(s) public(s) est/sont conclu(s) aux prix forfaitaires ou aux prix unitaires figurant au Bordereau des prix pour le lot considéré.

Ces prix sont réputés complets et comprennent notamment :

- les charges frappant la prestation ;
- les frais exposés pour l'exécution des prestations;
- les frais de gestion, y compris les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le Titulaire du marché public considéré est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique.

Pour les prestations du lot 1, le montant de la taxe intérieure de consommation applicable aux carburants et définie annuellement par le Conseil régional des Pays de la Loire est ajouté au prix de la prestation lors de la facturation.

Pour le lot 2, le titulaire sera remboursé du coût du service d'acheminement et de distribution facturé par le distributeur visé à l'article 5.1. du CCFT, sur présentation des justificatifs de son montant et de son acquittement.

Les prix sont révisables semestriellement dans les conditions fixées à l'article VI.3 du présent Contrat. La TVA est appliquée au taux légal au jour de l'émission de la facture.

VI.2. - Modalités de facturation et de règlement

Les sommes dues en exécution des prestations sont réglées sur présentation d'une facture mensuelle établie en un exemplaire original, libellée à l'ordre de France Travail Pays de la Loire, ne comportant ni surbrillance ni caractères manuscrits, rédigée en police « Arial » et portant *a minima* les mentions suivantes :

- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques, du mandataire du groupement ainsi que celle du membre du groupement ayant exécuté la prestation ;
- son numéro SIRET et, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers ;
- la date d'établissement et le numéro de la facture ;
- le numéro du marché public ;
- le cas échéant, le numéro du bon de commande SAP ;
- la période concernée ou, le cas échéant, la date d'exécution de la prestation ;
- la nature et les prix forfaitaires ou unitaires figurant au Bordereau des prix du lot considéré, le taux et le montant de la TVA applicable et, le cas échéant, le tarif de la taxe intérieure de consommation applicable aux carburants pour les seules prestations concernées ;
- le montant total TTC ;

- le type de compte, bancaire ou postal, et les coordonnées bancaires ou postales du compte sur lequel les sommes sont à verser.

En application des articles L.2192-1 à L.2192-7 du code de la commande publique, les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées via la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017. La transmission d'une facture par une autre voie n'est pas prise en compte.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la facture ou la date de constatation de la conformité des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de groupement d'opérateurs économiques sous forme de groupement conjoint, les factures sont émises chacun en ce qui le concerne, par les membres du groupement et visées par le mandataire du groupement qui atteste de la conformité des dites factures aux stipulations du marché public. En cas de sous-traitance, les dispositions des articles R2193-11 et suivants du code de la commande publique s'appliquent.

En cas de changement de coordonnées bancaires ou postales, le Titulaire en informe France Travail Pays de la Loire par courrier auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

VI.3. - Révision des prix

Les prix mentionnés au Bordereau des prix du lot considéré sont révisibles semestriellement à compter de la date d'anniversaire du début des prestations, sur demande expresse du Titulaire reçue par France Travail 2 mois avant cette date.

Si le titulaire n'a pas fourni le prix révisé dans ce délai, les prix antérieurs continuent à être appliqués pendant toute la nouvelle année civile à venir.

Les révisions de prix sont calculées conformément aux dispositions ci-après.

VII.1. - Révision des prix du lot 1

La révision des prix intervient par application de la formule suivante : $P(n) = P(o) \times [I(n)/I(o)]$, dans laquelle :

$P(n)$ = prix révisé

$P(o)$ = prix indiqué au Bordereau des prix

$I(n)$ = dernier indice publié même provisoire connu un mois avant la date anniversaire du marché – **Transport routier de fret et services de déménagement Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766514** dans la division Indices des prix de vente des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Prix de marché, sous la référence CPF 49.4, publié par l'INSEE

$I(o)$ = même indice publié par l'INSEE le mois de la notification du marché

VII.2 - Révision des prix du lot 2

La révision des prix intervient, par application de la formule suivante : $P(n) = P(o) \times [I(n)/I(o)]$, dans laquelle :

$P(n)$ = prix révisé

$P(o)$ = prix indiqué au Bordereau des prix

I (n) = dernier indice publié même provisoire connu un mois avant la date anniversaire du marché *Indices des prix de vente des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Prix de marché GH53Z – Activités de poste et de courrier Prix de base – Base 2021, publié par l'INSEE – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766334*

I (o) = même indice publié par l'INSEE le mois de la notification du marché

VIII - Avance

La notification du/des marché(s) public(s) ouvre droit au versement d'une avance d'un montant de 5% du montant TTC du marché.

Le montant de l'avance est calculé :

- pour le lot 1, sur la base du bon de commande valant ordre de service défini à l'article V du présent Contrat,
- pour le lot 2, sur la base de 25 000 plis par mois.

La demande du Titulaire à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée à la rubrique 1.2 des Dispositions particulières du présent Contrat. A défaut de stipulation expresse, le Titulaire est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance.

L'avance est remboursée à France Travail par précompte du montant total de chaque facture reçue à compter du 6ème mois suivant la notification du marché jusqu'au complet remboursement de l'avance.

L'avance prévue au présent article ne présente pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

En cas de groupement d'opérateurs économiques sous forme de groupement conjoint, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition précisée à la rubrique 1.2 des Dispositions particulières du présent Contrat.

Dans le cas où le Titulaire a présenté un sous-traitant avant la notification du marché, à la remise du dossier de réponse, l'assiette de l'avance au versement de laquelle il a droit est réduite du montant maximum des prestations à payer directement au sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, tel que figurant dans la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement. La demande du sous-traitant à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée dans ce même document. A défaut de stipulation expresse, le sous-traitant est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance. Dans le cas où le Titulaire a bénéficié de l'avance et qu'en cours d'exécution du marché public, il envisage de sous-traiter des prestations, il rembourse à France Travail la part d'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, y compris dans le cas où le sous-traitant n'entend pas bénéficier de l'avance.

IX. - DISPOSITIONS DIVERSES

IX.1. - Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques

Dans le cas où le Titulaire du marché public est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail ; la répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique 1.4 des Dispositions particulières du Contrat.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique 1.1 des Dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur

exclusif de France Travail pour l'exécution du marché ; toute communication ou notification au titre du marché est le fait de France Travail au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement titulaire assume les fonctions de mandataire du groupement.

A première demande de France Travail, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail ; elle ne constitue pas une pièce du marché.

IX.2. - Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le Titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-9 et R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché public, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché public, le Titulaire remet à France Travail contre récépissé ou lui transmet par courrier recommandé avec avis de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de contrat de sous-traitance, ainsi que la mention de ce que le sous-traitant renonce ou non au bénéfice de l'avance prévue à l'article VIII du présent Contrat. Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-10 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées ⁽¹⁾.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du présent Contrat.

Le silence gardé par France Travail pendant vingt-et-un jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le Titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché public avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par France Travail.

A première demande de France Travail, le Titulaire lui transmet une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail ; il ne constitue pas une pièce du marché public.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché public. En cours d'exécution du marché public, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le Titulaire reconnaît en outre être parfaitement informé de ce qu'il est seul responsable de la vérification auprès de ses sous-traitants éventuels de leur souscription à un contrat d'assurance responsabilité civile et à un contrat de responsabilité professionnelle en cours de validité dans les conditions prévues à l'article IX.3 ci-après. Le Titulaire reconnaît également être seul responsable de la vérification de la validité des permis de conduire du personnel de ses sous-traitants éventuels.

⁽¹⁾ Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le sous-traitant sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le sous-traitant est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L. 1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont France Travail a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du sous-traitant qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

IX.3. - Assurances

Le Titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis par des tiers, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché public. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

Le Titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de ses obligations contractuelles. A première demande de France Travail, le Titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties.

Le Titulaire déclare avoir souscrit ou souscrire pour chacun des véhicules qu'il met à disposition de France Travail au titre de l'exécution du marché un contrat d'assurance automobile en cours de validité.

IX.4. - Exclusion des marchés publics

Sans préjudice des dispositions de l'article IX du présent Contrat, le Titulaire informe sans délai France Travail Pays de la Loire de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

IX.5. - Vérification des attestations sociales et fiscales

Conformément aux dispositions des articles L. 8222-1 et L. 8254-1 du code du travail, le Titulaire fournit les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Pour ce faire, le Titulaire met en ligne les pièces sur une plateforme électronique. En effet, le Titulaire sera inscrit par France Travail Pays de la Loire sur la plateforme e-attections qui lui communiquera les identifiants de connexion lui permettant de déposer tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents suivants :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois.

- La liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Conformément aux dispositions de l'article D.8254-2 du code du travail, cette liste est établie à partir du registre unique du personnel et précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le candidat n'emploie pas de salariés étrangers, cette liste doit être renseignée de la mention « NEANT ».

Dans l'hypothèse où, dans le délai d'un mois à compter de l'expiration des documents précédemment fournis, le Titulaire n'a pas apporté la preuve de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire dans les conditions définies à l'article X.1 du présent contrat.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que l'article D.8222-5 du code du travail lui impose de procéder à ces mêmes vérifications à l'égard de ses sous-traitants, ainsi qu'aux vérifications relatives aux attestations sociales et fiscales, dès lors que l'obligation de ceux-ci est au moins égale à 5000 € HT (article R.8222-1 du code du travail).

X. - RESILIATION

X.1. - Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché public est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

- en cas de faits prohibés par la législation ou réglementation du travail, y compris les dispositions du Livre III de la sixième Partie du code du travail, ou relative à la sous-traitance, ou d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché public ;
- en cas d'inexactitude des renseignements communiqués dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le(s) marché(s) public(s) a/ont été conclu(s) en application de l'article R. 2143-3 du code de la commande publique, ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- en cas de manquement aux obligations résultant des articles V.2.2 ou VI du présent Contrat ;

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché public peut en outre être résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire :

- dans le cas où le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-10 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce dès lors que le Titulaire en a informé sans délai les services chargés de l'exécution du marché public ;
- lorsque, enjoint par France Travail, en application de l'article L. 8222-6 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du même code, le Titulaire n'a pas, dans un délai de six mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière.

Le marché public est également résilié, aux torts exclusifs du Titulaire, en cas de manquement de celui-ci à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public considéré, après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant la notification de cette mise en demeure.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du Titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail Pays de la Loire se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché public résilié, aux frais et risques du Titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique, est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le Titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations reprises à ses frais et risques par un autre opérateur économique.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que, au choix de France Travail indiqué dans la décision de résiliation, soit le Titulaire poursuit, jusqu'à leur terme et dans les conditions prévues par le marché public, l'exécution des prestations et, le cas échéant, les bons de commande transmis avant la notification de la décision de résiliation, soit les prestations sont arrêtées à la date de notification de la décision de résiliation.

X.2. - Résiliation unilatérale

France Travail Pays de la Loire peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du/des marché(s) public(s) pour des motifs d'intérêt général.

Le Titulaire dispose de la faculté de demander à France Travail de mettre fin à l'exécution du marché public considéré lorsque :

- pour le lot 1, la diminution du nombre de sites de France Travail visé à l'annexe 1 du CCFT est égale ou supérieure à 30%
- pour le lot 2, une diminution du volume annuel de plis traités égale ou supérieure à 50% est constatée d'une année civile sur l'autre.

France Travail peut toutefois refuser d'accéder à ces demandes, au regard notamment de motifs d'intérêt général.

Dans ces deux cas, la résiliation prend effet à la date fixée par France Travail dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. Le paiement se fait au *pro rata* des prestations réellement exécutées.

XI. - LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R. 312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché public est le Tribunal administratif de Nantes situé, 6, allée de l'Ile-Gloriette - 44041 Nantes Cedex.

Fait à _____, le _____

Signature du représentant du Titulaire :

(à revêtir du cachet de la société)

Fait à _____, le _____

Signature du représentant de France Travail
Pays de la Loire :